Quelle évolution de la formation des enseignants ?

Le gouvernement, dans une course effrénée, attaque tous les secteurs professionnels dans le cadre de sa politique ultralibérale, reconnue et assumée. Dans ce contexte, il n'oublie pas de s'intéresser aux ESPE qui ont déjà subi des baisses de moyens humains et budgétaires, et une accentuation de la précarisation des personnels.

Nous avons la crainte de voir attaquer la formation, nous en avons maintenant la certitude, il n'est plus question de « si » mais plutôt de « quand ? » et « comment ? ».

Le gouvernement a engagé des discussions soit dans des groupes de travail, soit dans des instances sur les différents aspects de cette question.

Ainsi, des groupes de travail auxquels sont conviées les différentes OS se réunissent au MEN ou au MESR sur les questions de :

GT à la DGRH : Formation initiale, avec une évolution prévue de l'arrêté du 27 août 2013 fixant le cadre des formations dispensées au sein des masters MEEF,

Autre GT à la DGRH : Le pré-recrutement possible d'AED désirant s'engager dans l'Education.

CT du MEN : L'évolution future des ESPE discutée dans le cadre de la loi sur « l'Ecole de la Confiance »

Au MESR sur la plaquette des MEEF

La place du concours fait l'objet d'une étude de l'Inspection Générale

A l'exception du GT « formation initiale » qui travaille sur des projets écrits (projet d'arrêté et une annexe « former l'enseignant du XXI^e siècle », du CT MEN ou du CSE qui ont eu le projet de loi Blanquer pour l'Ecole de la confiance, les autres éléments, place du concours et pré-recrutement des AED restent encore très flous et beaucoup d'incertitudes subsistent.

Clairement les discussions démontrent que le ministère veut reprendre la main sur la Formation initiale et continue des personnels d'Education. Il a redéfini ses attendus et la maquette du nouveau master MEEF sera construite pour y répondre et permettre un contrôle plus aisé sur les pratiques et la liberté des enseignants.

Ce ne sont donc pas seulement la place et la nature du concours qui seront modifiées, mais aussi le contenu de la formation des futurs enseignant.e.s et CPE : **la pédagogie, la place de la recherche, l'évaluation des formations sont dans la ligne de mire.**

Les revendications de la CGT Eudc'action :

La CGT considère que le niveau II (licence) constitue la base du recrutement et que le concours doit avoir lieu au deuxième semestre de la L3 ; les deux années suivantes devant se dérouler en ESPE. Pour ces deux années, les stagiaires devraient avoir le statut de fonctionnaires stagiaires permettant une formation progressive, accompagnée et rémunérée débouchant sur un Master 2. Nous revendiquons une diminution du temps de service devant élèves des fonctionnaires stagiaires de manière à permettre une entrée progressive dans le métier et une meilleure adaptation au métier.

Pour la CGT, il est possible d'assurer à la fois la qualification des personnels par une reconnaissance sous forme de diplôme (Master) et permettre la démocratisation des recrutements.

Le gouvernement entame une course à l'individualisation du parcours professionnel, des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles voire du mérite. Il en résultera une atomisation des enseignants. Au profit de qui ? certainement pas des élèves...

Catherine Prinz Secrétaire nationale

*Glossaire : ESPE (École Supérieure du Professorat et de l'Éducation)

L3 : 3^{ème} année de licence